Pourquoi l'Algérie doit chasser le Mujao du Nord-Mali

Par Maâmar Farah
maamarfarah20@yahoo.fr

Il en est de la guerre comme de la religion : on l'adopte avec passion ou on la repousse avec brutalité. On ne peut rester indifférent quand le bruit de bottes se fait entendre autour de soi. Mais si la religion apaise l'âme et offre un refuge pour tous les excités et les esprits dubitatifs, si le calme majestueux d'une mosquée ou d'une église peut apaiser les ardeurs des agités, la guerre est un exercice qui exige l'abandon des sentiments et une force brutale à toute épreuve. Ce n'est pas un jeu pour fillettes endimanchées ! Il y a les guerres immorales dont nous avons vécu des exemples édifiants au cours des dernières années, conflits néocoloniaux attisés par l'appétit toujours pantagruélique d'un incorrigible impérialisme ! Et il y a les autres guerres, celles répondant à la guerre, celles qui font germer la résistance, s'habillant de l'honneur et se couvrant de dignité : les guerres moralement acceptables…

Quand il faut y aller, il faut y aller !

On ne peut refuser la guerre tout le temps. Lorsque vous êtes agressé, lorsque le danger peut à tout moment vous submerger, et, surtout, lorsque vous êtes dans votre droit, que vous prenez la précaution de bien calculer votre coup et d'avoir la bénédiction de vos voisins et des grandes puissances, lorsque votre mission et vos objectifs sont bien expliqués à tout le monde, il faut y aller. Dans la vie des hommes, comme dans celle des nations, il y a des moments où il ne faut pas reculer…

Aujourd'hui, un grand danger terroriste persiste à nos frontières et peut évoluer facilement en quelque chose de plus grave, d'imprévisible et peut-être d'incontrôlable. Aqmi, déjà en activité au nord du pays, est présente en force au Sahel. Le Mujao, nouveau-né de la terreur islamiste, a pris possession du Nord-Mali et active à quelques kilomètres de notre frontière. Combattre ces factions n'est pas un luxe. Car elles agissent clairement contre les intérêts de notre pays. Nous n'avons pas besoin d'une nouvelle politique pour les mettre hors d'état de nuire : cela fait partie de notre stratégie antiterroriste. Les harceler, les empêcher de nuire, les poursuivre aux confins algéro-maliens fait partie de nos engagements et de nos objectifs majeurs en matière de sécurité nationale. Agir, y compris en dehors de nos frontières, ce n'est pas se compromettre dans un conflit qui nous est étranger, ni aller forcément vers «l'embourbement» et moins encore un piège néocolonial.

Les voix qui appellent l'Algérie à croiser les bras devant les attaques incessantes de ces véritables machines de guerre sont en décalage avec la dure réalité qui nous est imposée. La question cruciale qui se pose aujourd'hui est de savoir comment répondre à ces attaques, comment les neutraliser, comment rendre à ces grandes étendues leur visage pacifique et de zone de coopération et de rencontres. Et ce n'est certainement pas en appelant assidûment à une «solution pacifique» aux contours flous que l'on va régler définitivement le problème.

Les derniers développements du dossier nord-malien font état de rencontres secrètes, à Alger, entre Ansar Dine et des officiers supérieurs maliens. Mais, nous dit-on, l'Algérie n'encourage ces négociations que si les groupes y participant ne sont pas «terroristes». C'est aussi la position des Américains. Au même titre que le mouvement pour l'autonomie de l'Azawad, Ansar Dine est une mouvance politique qui veut avoir son mot à dire dans la construction du nouveau Mali.

Ce qui est loin d'être le cas pour le Mujao et Aqmi. Les laissera-t-on torpiller tous les efforts de paix, torturer et tuer des innocents, détruire des mausolées classés au patrimoine universel et enlever des diplomates ou se décidera-t-on à les attaquer de front et à les chasser de ces régions où elles n'ont rien à faire ? Ce sont souvent des non-Maliens qui composent ces groupuscules : d'anciens mercenaires ayant donné un coup de main à la révolution libyenne ou prêté main-forte aux forces loyales, des terroristes dépêchés du nord de l'Algérie, etc. A la faveur de l'éclatement de la Libye, ils ont pu se renforcer en puisant dans le formidable arsenal abandonné aux quatre coins de la Tripolitaine.

Qui pour faire le sale boulot ?

Si combattre le Mujao et Aqmi au Nord-Mali s'impose comme une nécessité inéluctable, alors qui pour accomplir le sale boulot ? L'Algérie, fidèle à sa ligne diplomatique, n'acceptera certainement pas que des troupes occidentales ou même africaines se déploient à quelques kilomètres de Bord-Badji-Mokhtar ! Alors qui pour aller déloger ces intrus et redonner à Gao, Tombouctou, Kidal, etc. leur charme séculaire ? C'est l'Algérie qui est interpellée parce qu'elle est la première à subir les attaques frontales de ces terroristes et parce qu'elle doit le faire en tant que puissance régionale impliquée dans la guerre locale contre le terrorisme. Lorsque nous évoquons la nécessité de concevoir un rôle pour l'Algérie dans toute action qui visera à nettoyer le nord du Mali, nous ne pensons pas à une guerre de longue durée qui mettra en péril nos troupes et fragilisera notre position sur le plan diplomatique. Nous parlons d'actions spontanées, limitées dans le temps, extrêmement précises, fondées sur le renseignement militaire, qui viseront à porter un coup décisif aux terroristes du Nord-Mali.(*)

Non à la guerre et non au plan néocolonial visant à pousser l'Algérie dans le bourbier malien. C'est ce que nous entendons ces derniers jours de la bouche d'Algériens jaloux pour l'indépendance de leur pays et craignant d'inévitables dérapages qui découleraient d'une implication algérienne dans ce conflit. Tout en respectant ce point de vue qui honore ses partisans, nous nous permettrons de rappeler que l'Algérie ne va pas à une guerre nouvelle. Elle est déjà en guerre contre le terrorisme islamiste. Et c'est une guerre qui lui est imposée. Après Aqmi, c'est le Mujao aux origines douteuses qui nous attaque ouvertement. En frappant à Tamanrasset, puis à Ouargla. En enlevant des humanitaires étrangers près de Tindouf (suivez mon regard !). En détenant nos diplomates au Nord-Mali. Et ces mercenaires devaient certainement préparer un grand coup lorsque leurs chefs ont été arrêtés à Ghardaïa. Vous remarquerez que l'axe de la terreur allait s'élargir tout en se rapprochant du Nord (Tam, Ouargla, Ghardaïa).

Nous avons le devoir d'y aller. Un devoir moral que l'on peut déceler dans le regard de ces populations touaregs qui font partie du grand peuple berbère et qui nous observent sans comprendre nos hésitations. Des voyous sans foi, ni loi, des fous du désert sadiques et barbares tuent des innocents, torturent des femmes et des jeunes et imposent la terreur à quelques encablures de nos frontières.

Ces Touaregs ont appris à compter sur l'Algérie, l'amie des temps difficiles. Agir, c'est dire notre espoir de rebâtir un Sahel pacifique et fraternel, loin de l'agitation et de la terreur islamistes, mais aussi loin des plans néocoloniaux qui ne visent qu'à exploiter ses richesses et à asservir ses peuples. Lorsque les peuples du Nord Sahel sont en danger, ils savent qu'ils ne peuvent compter ni sur la France, ni sur l'Amérique… Alors Algérie, oublies-tu ton passé si proche et tes engagements solennels en faveur de l'Afrique, oublies-tu la Transsaharienne et le pipeline qui amènera les richesses du Nigeria vers la Méditerranée ?

Assumer notre rôle de puissance régionale

Nous avons le droit d'agir parce que nous sommes attaqués par ces forces hostiles qui n'ont explosé ni la gendarmerie de Marseille, ni celle de Doubs. Ils ont agressé Tamanrasset et Ouargla. Les laissera-t-on frapper Laghouat et Djelfa ? Nous avons le droit d'agir parce que c'est la continuité logique du combat que nous menons contre les forces du mal. Ce n'est pas une «nouveauté» que de tenter d'encercler les terroristes du Mujao ou d'Aqmi, même si le terrain de chasse est une terre étrangère, mais néanmoins amie. Ce titre, il est évident que toute action en territoire malien doit avoir l'aval des autorités de Bamako. Agir vite et bien, ce n'est pas une opération belliciste contre un ou plusieurs voisins, ni une action entrant dans le cadre d'une quelconque stratégie néocoloniale. C'est de la légitime défense. L'Algérie n'est pas un simple canton dépourvu de moyens de défense et ce Mujao a dépassé toutes les bornes. Se taire encore et accepter sa loi nous met dans la position d'une puissance régionale qui refuse d'assumer son rôle. Cette Algérie craintive et attentiste n'est pas l'Algérie qui a envoyé des troupes au Golan et au Sinaï. Ce n'est pas l'Algérie qui a combattu le Makhzen à Amgala.

M. F.

(*) : Il y aura des risques, c'est sûr. Il faut savoir les calculer. Il y aura l'éventuelle perte d'hommes – toujours difficile à supporter – mais aussi la manipulation. Il n'y aura aucune surprise à voir ces terroristes liquider des familles entières et incriminer les troupes algériennes. Al Jazeera, qui filme déjà les «prouesses» des islamistes à Gao et Tombouctou, est toute prête à «témoigner»… Mais ce sont des risques inévitables…

SELLAL À PROPOS DES OTAGES ALGÉRIENS AU MALI :

«On ne peut rien dire sur les tractations»

Le Premier ministre a évoqué devant les députés la question des otages algériens détenus depuis avril dernier au Mali. «Aucun pays ne donne des informations sur les tractations pour la libération des otages. Ce que je peux vous dire, c'est que le suivi est quotidien», a-t-il dit. Au sortir de la plénière, lors d'un bref point de presse, Sellal a ajouté que «nous ne disposons d'aucune preuve» sur l'exécution du vice-consul, Tahar Touati, annoncée par le Mujao.

S. A. I.

UNE FONDATION ÉMIRATIE ORGANISE UN LÂCHER D'OUTARDES À EL-BAYADH

Opération bonne conscience

Un centre d'élevage d'outardes houbara, financé par une fondation émiratie et soutenu par la Direction générale des forêts, a procédé, dimanche, à un lâcher d'oiseaux dans la région d'El-Bayadh. Les initiateurs de cet événement n'ont pas échappé à la polémique sur le massacre de cette espèce protégée par des privilégiés venus des pays du golfe Arabique.

De notre envoyé spécial à El Bayadh, Tarek Hafid

Zeboudj. C'est dans cette immense pleine steppique située à deux heures de route de la ville d'El-Bayadh qu'ont été lâchées, dimanche, 175 jeunes outardes. De véritables stars filmées et photographiées sous tous les angles par une armée de reporters venue spécialement d'Alger pour couvrir l'événement.

Un total de 1 000 autres oiseaux seront ainsi remis dans la nature au courant de cette semaine. Ils proviennent tous d'un centre de reproduction financé par l'EBBCC (Emirates Bird Breeding Center for Conservation), une fondation émiratie partenaire de la Direction générale des forêts. Les organisateurs ont souhaité faire de cet événement une grande opération de public relation. Mohamed Séghir Nouel, directeur général de la DGF, se prête au jeu. Il ne cache pas sa satisfaction. «C'est une initiative très importante car elle permet le repeuplement de cette espèce protégée. Il faut dire aussi que nous apprenons beaucoup de nos partenaires émiratis, car les techniques de reproduction de l'outarde houbara sont difficiles à maîtriser», explique-t-il à un groupe de journalistes. Mais les questions gênantes ne tardent pas à fuser. «Pourquoi l'outarde houbara est-elle en voie de disparition ?»

Mohamed-Séghir Nouel accuse la sécheresse et le braconnage. «Qui sont les braconniers ?» Le directeur général des forêts pointe du doigt les populations locales. «Le braconnage n'est pas spécifique aux zones steppiques. Des braconniers il y en a autant aussi en Kabylie et à l'ouest du pays», indique-t-il.

Les questions se font plus précises : «Pourquoi des ressortissants étrangers, originaires des pays du Golfe essentiellement, sont-ils autorisés à organiser de grandes campagnes de chasse dans la steppe et à abattre outardes et gazelles ?»

Déstabilisé, le DGF fronce les sourcils. «Il n'y a jamais eu de chasse à l'outarde ici et nous n'avons jamais autorisé ni les Emiratis ni quiconque à chasser l'outarde ou la gazelle. Les chasses organisées par des Emiratis, des Qataris, des Koweïtiens et des Saoudiens n'existent pas. Il n'y a que la presse qui les voit. Nous, nous n'avons rien vu.»

Donc les parties de chasse royale dans la steppe, les grandes battues en véhicules tout-terrains, les faucons, les campements protégés par les services de sécurité sont, en fait, sortis tout droit de l'imagination de méchants journalistes. Mais ce que ne savait pas encore Mohamed Séghir Nouel, c'est que les journalistes qui l'interrogeaient avaient vu, le jour même, un grand campement qui, après vérification, s'est avéré être celui de chasseurs qataris. Cette découverte était le fruit d'un pur hasard. S'étant trompé d'itinéraire, le cortège des minibus transportant les journalistes s'est retrouvé sur la route menant de Labiodh-Sidi-Cheikh à Béchar, soit à plus de 100 km du site réservé au lâcher d'outardes.

Mohamed Séghir Nouel ne se laisse pas désarçonner. «Ce sont des Qataris chargés de construire une ligne de chemin de fer.» Le DGF termine ce point de presse improvisé en pleine steppe en recommandant aux membres de la presse de «positiver». Mais il suffira de quelques instants pour que la question des chasses princières refasse surface.

Cette fois-ci, c'est un ingénieur britannique en charge du processus de reproduction au sein du centre financé par les Emiratis qui avoue l'existence de campagne de «chasse organisée». «L'outarde est un oiseau très menacé car il a plusieurs prédateurs naturels. Il fait également l'objet de braconnage mais surtout de chasse organisée. Nous avons constaté plusieurs cas de chasse organisée, mais nous ne connaissons pas les auteurs car ils bénéficient d'une protection sécuritaire», a expliqué cet expert.

Une question se pose : comment se fait-il qu'un ressortissant étranger de passage en Algérie soit au courant d'un tel phénomène tandis que le directeur général des forêts, qui dispose de centaines d'agents sur le terrain, arrive jusqu'à en nier même l'existence ? Seuls quelques hauts responsables de l'Etat sont capables d'y répondre. Ceux-là mêmes qui ont érigé la chasse à l'outarde et à la gazelle comme «levier diplomatique» dans les relations avec les pays du Golfe.

T. H.